

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VICAT

Les trois vallons
B.P 131
38081 L'Isle-D'abeau

Références : 20250709_RAP_InspVICAT_Montagnole_RejetsEau_Complet.odt
Code AIOT : 0006101590

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2025 dans l'établissement VICAT implanté Lieu-dit Pierre Grosse 73000 Montagnole. L'inspection a été annoncée le 08/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le CISALB a relayé au service d'inspection des installations classées un signalement concernant une pollution en Matières en Suspension (MES) du ruisseau du Pontet/Vard constatée en aval de la carrière de Montagnole.

C'est dans ce contexte que le service d'inspection des installations classées a conduit une visite d'inspection le lendemain matin du signalement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VICAT
- Lieu-dit Pierre Grosse 73000 Montagnole
- Code AIOT : 0006101590
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de MONTAGNOLE est nouvellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 06 avril 2023. Cet AP autorise la Société VICAT à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaires, sur le territoire de la commune de MONTAGNOLE. La superficie autorisée représente environ 90 ha et la durée de l'exploitation est fixée à 30 ans.

Contexte de l'inspection :

- Plainte
- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conditions générales	Arrêté Préfectoral du 06/04/2023, article 1.6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Protection des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 06/04/2023, article 3.4.1	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Protection des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 06/04/2023, article 3.4.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À la suite du signalement relayé par le CISALB et directement transmis à l'exploitant par le service d'inspection des installations classées, une visite d'inspection a été programmée le lendemain matin.

Lors de la visite, l'exploitant, qui avait déjà procédé à l'analyse de la situation de manière réactive, a présenté, de manière transparente, l'ensemble des hypothèses des situations accidentelles pouvant avoir entraîné le départ de MES dans le cours d'eau et a rapidement exposé les mesures correctives permettant de répondre à la problématique.

Pour autant, la visite d'inspection a démontré que des rejets directs d'eau de ruissellement n'avaient pu être évités notamment considérant la présence de plusieurs regards d'évacuation directement reliés au ruisseau du Vard. Cette situation est d'autant plus problématique que les mêmes observations avaient pu être formulées lors d'une visite d'inspection en juin 2020.

Ce constat met en évidence une non-conformité majeure vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 06/04/2023. Il est donc proposé à Madame la préfète de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions réglementaires de l'arrêté préfectoral et d'apporter de manière rapide toutes les mesures correctives et préventives permettant que cet incident ne puisse encore une fois se reproduire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2023, article 1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Incidents ou accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.
Constats : Par un mail du 8 juillet 2025, le Comité Intercommunautaire pour l'Assainissement du Lac du Bourget (CISALB) a signalé au service d'inspection des installations classées que le ruisseau du Pontet (en aval de la carrière de Montagnole) était fortement chargé en Matières en Suspension (MES) entraînant une turbidité forte du cours d'eau. Sur la base des constats remontés par le CISALB et en amont de la visite d'inspection conduite le lendemain du signalement, l'exploitant a, de manière très réactive, cherché à comprendre l'origine de cet incident. Un certain nombre d'hypothèses ont été évoquées et une série de mesures correctives à mettre en œuvre a été présentée au service d'inspection des installations classées. En particulier, l'opération en cours de vidange/nettoyage des silos métalliques présents historiquement sur site et en cours de réhabilitation apparaît comme l'origine la plus probable du départ de MES dans le cours d'eau. Pour rappel, un incident similaire ayant fait l'objet d'un constat du service d'inspection des installations classées avait déjà eu lieu en juin 2020. Ce constat avait mis en évidence la présence d'écoulements qui se dirigeaient vers des regards d'évacuation des eaux pluviales directement reliés au ruisseau du Vard/Pontet. Même si aucun incident n'a été signalé sur la période 2020 - 2025, les mesures correctives mises en œuvre à l'époque par l'exploitant semblent s'être concentrées uniquement sur la partie amont de la problématique sans prendre en compte toutes les garanties quant à l'isolement de ces regards vis-à-vis des écoulements directs dans le cours d'eau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre un rapport d'incident précisant les circonstances et les causes de l'incident. Ce rapport devra également détailler l'ensemble des mesures correctives prises ou envisagées pour éviter qu'un accident similaire ne se reproduise.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2023, article 3.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des eaux superficielles
Prescription contrôlée : Les eaux circulant sur le site sont gérées de façon à éviter le rejet direct vers le milieu naturel. Les eaux transitent via un réseau de collecte (fossés) et de bassins. Ce traitement permet de clarifier les eaux par décantation et de retenir les éventuels hydrocarbures. [...] Il n'y a pas d'eau canalisée rejetées dans le milieu naturel, les eaux circulant sur le site étant gérées de manière à éviter le rejet direct et transitant via un réseau de collecte (fossés) et de bassins.
Constats : La visite d'inspection a montré que les mesures de gestion des eaux de ruissellement mises en œuvre le long des pistes et sur la partie haute de la carrière permettaient d'éviter le rejet direct vers le milieu naturel. Pour autant, la gestion des eaux sur le secteur de l'ancienne usine du Pontet (partie basse) nécessite d'être rapidement amélioré au regard des constats formulés à la suite de l'incident impactant le ruisseau du Vard. En effet, l'arrêté préfectoral impose à l'exploitant l'absence de rejets directs dans le milieu naturel. Or les constats effectués lors de la visite d'inspection montrent que cette interdiction n'est pas respectée considérant la présence de plusieurs regards d'évacuation des eaux de pluviales directement connectés au cours d'eau. Cette remarque est d'autant plus dommageable que des constats réalisés en 2020 par le service d'inspection des installations classées relevaient déjà cette situation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Au regard de ce qui précède, il est proposé à madame la préfète de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement et de mettre en demeure la société VICAT de respecter les prescriptions de l'article 3.4.1 de l'arrêté préfectoral du 06/04/2023 en justifiant des mesures correctives mises en œuvre pour garantir l'absence de rejets directs dans le ruisseau du Vard.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2023, article 3.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des écoulements des eaux sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Les constats effectués le jour de la visite d'inspection démontrent l'absence de garanties quant aux rejets directs des eaux de ruissellement dans le milieu naturel. Le schéma des réseaux et le plan des écoulements des eaux auraient dû mettre en évidence la présence de dispositifs se rejetant directement dans le milieu naturel. Des mesures correctives auraient d'ores et déjà dû être mises en œuvre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre un schéma de tous les réseaux et un plan des écoulements des eaux actualisés et en lien avec la situation actuelle. Les mesures correctives à mettre en œuvre pourront utilement être mises en évidence sur ces documents.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois